

Ce qu'il faut retenir de la visite présidentielle

[10 contributions](#)

[Voter0](#)

Publié le mardi 30 août 2011 à 03H00

Si Nicolas Sarkozy n'a pas multiplié les annonces durant son séjour, ses propos visaient à favoriser le rapprochement des communautés et des partis politiques. Que retenir du passage présidentiel ? Tour d'horizon.



Nicolas Sarkozy a démontré ses qualités de communicant, en essayant de séduire tout le monde, au-delà de son camp politique.

Acrobate sur les lignes politiques

Tout à la fois pragmatique et charmeur, consensuel et résolu, le chef de l'Etat a habilement évolué sur les nouvelles lignes politiques du paysage calédonien. Sans être visionnaire, le discours s'est voulu adapté aux réalités du pays, à son histoire, à ses cultures. Certains y trouveront des aspects bien lisses, d'autres au contraire une force fédératrice. En bon VRP de luxe de l'UMP, Nicolas Sarkozy a rassuré sa famille politique et vanté l'esprit républicain. Les élections, législatives et présidentielle, il est vrai, approchent. Toutefois, et là est apparue la petite surprise, des paroles d'ouverture évidente aux indépendantistes et à leurs aspirations ont été prononcées. Dans le champ de l'accord de Nouméa, l'Etat a clairement souhaité présenter le visage d'un acteur impartial et loyal.

La sécurité au micro

Les seules franches annonces de la visite - toutefois éventées, pour partie, quelques jours avant - ont intéressé la sécurité, une thématique chère à l'UMP. L'arrivée, avant la fin de l'année, de 35 policiers supplémentaires à Nouméa (411 aujourd'hui), ainsi que 35 réservistes de plus, a été évoquée. Aussi, Nicolas Sarkozy a confirmé la création d'un Groupement d'intervention régional (Gir), réunissant quatre policiers, trois gendarmes et un douanier, qui sera chargé « d'éradiquer le trafic de drogue ». La gendarmerie bénéficiera à ce titre d'un troisième hélicoptère. Surtout, adieu le Camp-Est : décision a été prise de construire un autre centre pénitentiaire, dont l'emplacement devra être défini avant la fin de l'année. En outre, l'effectif de jeunes au service militaire adapté (SMA) passera de 250 à 550 « dès l'an prochain », et une centaine d'autres seront concernés par la création d'un service civique.

Eramet dans le giron

La maison-mère de la SLN, le président l'a assuré, est et restera dans le giron français. La probable sortie d'Areva et de ses 26 % du capital, avait suscité de nombreuses rumeurs concernant l'éventuel repreneur. Le Fonds stratégique d'investissement (FSI) a fait, un temps, figure de favori au rachat des parts. Au même

chapitre, l'Élysée a annoncé vouloir veiller à la stabilité du capital de KNS, dans le Nord.

Avec l'identité kanak

Il y eut la poignée de main, il y a aujourd'hui l'entière reconnaissance. Des gestes forts ont été accomplis, et appréciés, vis-à-vis de la communauté kanak. Telle que l'acceptation de la coutume faite sur le drapeau, au Sénat coutumier, peu après l'arrivée du président. Dans ce même esprit, en admettant à Païta que la colonisation fut une période de négation de l'identité kanak, Nicolas Sarkozy a voulu adresser un signe d'ouverture, un message d'alliance. D'autant que dans les années futures se dessinent des échéances capitales.

Rééquilibrage économique

Qui dit reconnaissance, dit égalité des chances, et rééquilibrage économique. A plusieurs reprises, le président de la République a surfé sur cette équation clé de l'accord de Nouméa, notamment dans l'enceinte même de l'usine du Nord. Cette visite en province indépendantiste visait à mesurer l'ampleur d'une initiative essentielle, tout en délivrant un discours aux sonorités politiques. Nicolas Sarkozy est aussi un communicant. L'intervention « à l'américaine », au milieu des salariés et devant les médias métropolitains, en est une preuve.

Un unique interlocuteur

Débarrassé visiblement du stress métropolitain et de ses mimiques réputées, le président voulait, à travers cette visite de trois jours, parler aux Calédoniens, rien qu'aux Calédoniens. Et ce, malgré l'actualité européenne ou libyenne. Ce vœu s'explique sans doute par les spécificités du pays, institutionnelles ou autres, mais aussi par les récents événements dramatiques de Maré. Ou encore par le contexte préélectoral. Quoi qu'il en soit, la délégation présidentielle, composée de trois ministres, d'autant de sportifs de haut niveau, et d'un peu plus d'anciens ministres, ajoutait du poids au déplacement. En revanche, le séjour n'a pas attiré les foules des grands jours.

Deux drapeaux partout

A chaque prise de parole, ou presque, l'opération du lever des deux drapeaux, français et kanak, a été saluée. Tout d'abord, parce que cette action porte « un geste de réconciliation », d'autant plus aisé à promouvoir dans le cadre de l'ouverture des Jeux du Pacifique. Ensuite, parce que ce projet est attribué au collègue du parti UMP, le député Pierre Frogier. Enfin, parce que ce fort appui du chef de l'Etat permet d'asseoir la légitimité de la mesure, auprès de certains militants loyalistes qui ont eu du mal à l'accepter d'emblée.

Et l'avenir ?

Les remarques du chef de l'Etat sur l'avenir institutionnel du pays étaient attendues. Fort logiquement, la ligne tracée par les deux derniers Comités des signataires n'a pas été franchie. Les déclarations ont soutenu une ouverture, tant sur la forme que sur le fond. D'ailleurs, l'Etat était prêt à « aller très loin dans la spécificité ». Plus encore, le président de la République, garant d'un gouvernement impartial et ambitieux, épaulera des partenaires de l'Accord de Nouméa, désireux d'engager la Calédonie « dans des perspectives nouvelles, même très nouvelles, au sein de la République ». Ce commentaire rejoint et valide, s'il devait l'être, la position de Pierre Frogier favorable à l'émergence d'un statut « aux confins de l'autonomie ». En clair, loyalistes et indépendantistes trouvent matière à satisfaction dans les propos de Nicolas Sarkozy. Et voilà bien l'essentiel pour inciter à l'apaisement et à la réflexion commune.

Une communauté à construire

L'idée n'est pas nouvelle, mais le chef de l'Etat a invité à réfléchir à la construction d'une communauté des territoires français du Pacifique. A l'image du rapprochement entrepris en Europe. Si Nicolas Sarkozy n'a pas développé la suggestion dans le détail, ce sous-ensemble viserait, en tout premier lieu, des objectifs économiques, par un abaissement des droits de douanes. La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, et Wallis-et-Futuna disposent de la même monnaie ainsi que de dispositifs légaux compatibles. Resterait à surmonter l'obstacle fiscal, mais l'adoption de la TVA est envisagée sur le Caillou. Les Chambres de commerce et d'industrie des archipels avaient lancé, en 2008, la création d'une « interconsulaire du Pacifique » afin de favoriser les échanges économiques et de bonnes pratiques. Une démarche longue, et pas si simple.

Yann Mainguet